

Le 5 mai 2020

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député  
Premier ministre du Canada  
Chambre des Communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Chrystia Freeland, C.P., députée  
Vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales  
Chambre des Communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Bardish Chagger, C.P., députée  
Ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse  
Chambre des Communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

L'honorable Bill Morneau, C.P., député  
Ministre des Finances  
Chambre des Communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

**Objet : La voix de la jeunesse quant à la pandémie COVID-19 – un revenu de subsistance garanti**

Chers Premier ministre, Vice-première ministre, Ministre Chagger et Ministre Morneau :

En tant que jeunes en train de poursuivre notre éducation ou les débuts de nos carrières, nous faisons face à une situation sans précédent. Des problèmes d'ordre systémique comme le changement climatique, l'inégalité de revenus et le chômage demeurent urgents, et la pandémie mondiale de COVID-19 changera à jamais les normes de notre société comme nous les connaissons. Maintenant plus que jamais, nous avons besoin de réformes qui créeront une société davantage juste et équitable où la population – incluant les jeunes – pourra non seulement survivre, mais s'épanouir.

Ce gouvernement a introduit plusieurs nouveautés concernant les jeunes : les premières politiques canadiennes nationales visées aux jeunes, le premier ministère de la jeunesse, le conseil jeunesse du premier ministre, et plus encore. Nous voyons en ce gouvernement des alliés de la jeunesse, ayant démontré un engagement sans précédent quant au pouvoir et au potentiel de la jeunesse de ce pays. En même temps, nous sommes encouragés par le climat de collaboration, d'optimisme et de sincérité qui a été adopté par tous les paliers de gouvernement dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Pour ces raisons, nous vous remercions.

Néanmoins, plusieurs défis critiques demeurent présents. Nous avons été témoins de l'introduction de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) en tant qu'outil important pour acheminer l'argent à ceux dans le besoin, mais à travers le pays, les jeunes, les travailleurs informels ou à faible revenu, les prestataires d'aide sociale et ceux sans emploi continuent d'être exclus. Par ailleurs, bien que la pandémie ait rendu les problèmes d'insécurité salariale, de chômage et de pauvreté plus prononcés qu'auparavant, ce ne

sont pas de nouveaux problèmes. Des données du « [MNP Consumer Debt Index](#) » datant de 2019 démontrent que presque la moitié des canadiens et canadiennes ont déclaré qu'ils étaient à 200\$ ou moins d'être en faillite à la fin du mois. De plus, un rapport du [Centre canadien de politiques alternatives](#) indique que, en 2016, près de 50% de locataires qui travaillent avaient moins d'un mois de salaire économisé, et près de 25% avaient moins d'une semaine de salaire économisé. La jeunesse canadienne d'aujourd'hui lutte déjà, même avant la pandémie COVID-19, avec le chômage, la dette étudiante, et la possibilité d'économiser suffisamment d'argent pour une maison ou une retraite, parmi d'autres défis. Cette jeunesse continuera de lutter avec ces défis après la pandémie si de sérieux changements de politiques n'ont pas lieu.

À cette fin, nous appuyons les appels à l'action des membres du Sénat du Canada dans leur lettre datée du 21 avril 2020, réclamant que le Cabinet réforme la structure du PCU afin d'assurer une plus grande équité sociale et économique non seulement pour les jeunes, mais pour tous les canadiens et canadiennes. Chaque nouvelle initiative, incluant les nouvelles mesures pour les étudiants mises en place le 22 avril, prennent du temps à élaborer et mettre en œuvre, laissant ceux et celles en ayant le plus besoin en état de vulnérabilité alors qu'ils et elles attendent leur tour. La mosaïque de programmes que nous voyons élaborés créent de l'inefficacité chez la fonction publique, de la confusion chez les prestataires, et une vulnérabilité persistante chez ceux et celles ayant le plus besoin d'aide. Pour toutes ces raisons, nous appuyons l'appel à l'action des sénateurs et sénatrices réclamant la restructuration du PCU en tant que revenu minimal garanti en temps de crise.

À plus long terme, notre souhait est que le gouvernement prenne au sérieux l'appel à l'action du Sénat quant à l'élaboration de réformes sociales et économiques qui légueront un héritage positif dont tous les Canadiens et Canadiennes pourront être fiers. L'exploration de ce genre de réponse est à la fois urgente et accueillie par nous et par de nombreux autres individus et organisations à travers le Canada. Nous sommes vivement intéressés à soutenir ce processus en fournissant la perspective des jeunes. Ce serait une solution factuelle, compatissante et façonnée spécifiquement pour le Canada, basée sur des données démontrant que ce serait non seulement faisable, mais que ça aurait le potentiel de produire des résultats nettement positifs touchant aux nombreuses facettes des vies des canadiens et canadiennes.

Bien que ça soit une question complexe et dynamique, en tant que jeunes, nous reconnaissons le besoin de dialoguer et de prendre action durant cette période de changement social. Nous comprenons qu'il est essentiel que les jeunes canadiens et canadiennes s'attaquent à cette question conjointement avec des groupes étudiants, des organisations centrées sur la jeunesse, et d'autres organisations formées de jeunes. Nous pouvons ressortir de cette crise en tant que société plus juste et équitable, avec plus de certitude en nos avenir que jamais auparavant. C'est pour cela que nous – les individus et organisations soussignés, représentant les jeunes de côte à côte à côte – ajoutons nos voix aux parlementaires de tous partis, leur réclamant de combler le fossé idéologique et vous exhortant de transformer la solution récemment proposée par le Sénat du Canada en une réalité.

Sincèrement,

Le Conseil canadien de jeunes féministes – le conseil jeunesse de la sénatrice  
McPhedran

Le Réseau canadien des jeunes pour le revenu garanti, avec et au nom de :

1. Réseau canadien pour le revenu garanti - *National*
2. Basic Income Hamilton - *Ontario*
3. Basic Income London - *Ontario*
4. Basic Income Manitoba - *Manitoba*
5. Basic Income Nova Scotia - *Nouvelle-Écosse*
6. Basic Income Peterborough Network (BIPN) - *Ontario*
7. Basic Income Waterloo Region (BIWR) - *Ontario*
8. Bénévoles de Grand Fredericton - *Nouveau-Brunswick*
9. Canadian Coalition for Global Health Research - Students and Young Professionals Network (SYPN) - *National*
10. Choices for Youth - *Terre-Neuve-et-Labrador*
11. Climate Justice Ottawa
12. Coalition Canada: BIG/RdB Actions - *National*
13. Conseil ontarien de coopération internationale - *Ontario*
14. Durham Food Policy Council - *Ontario*
15. Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - *National*
16. HAMSMaRT - *Ontario*
17. Halton Poverty Roundtable - *Ontario*
18. Hamilton Roundtable for Poverty Reduction - *Ontario*
19. Income Security Peterborough - *Ontario*
20. Ingénieurs sans frontières Canada - *National*
21. Innovation Sociale de la Région de Fredericton - *Nouveau-Brunswick*
22. Institute for International Women's Rights - *Manitoba* - *Manitoba*
23. Jeunes Verts de l'Île-du-Prince-Édouard - *Île-du-Prince-Édouard*
24. Keeping Six - *Ontario*
25. Kingston Action Group for a Basic Income Guarantee - *Ontario*
26. La Maison de Jonathan - *Québec*
27. La Marche des femmes Ottawa - *Ontario*
28. Manitoba Youth for Climate Action - *Manitoba*
29. Millennial Womxn in Policy - *National*
30. Ontario Basic Income Network - *Ontario*
31. P.E.E.R.S. Alliance - *Île-du-Prince-Édouard*
32. PEI Working Group for a Livable Income/C-BIG PEI - *Île-du-Prince-Édouard*
33. Peterborough Youth Empowerment Committee - *Ontario*
34. Réseau des jeunes Conseil Canadien pour les réfugiés - *National*
35. Social Planning and Research Council of Hamilton - *Ontario*
36. St. Thomas University Students' Union - *Nouveau-Brunswick*
37. Toronto Youth Food Policy Council - *Ontario*
38. UBI Works - *National*
39. Voices: Manitoba's Youth in Care Network - *Manitoba*
40. Youth Agencies Alliance (YAA - Winnipeg) - *Manitoba*
41. Youth Climate Lab - *National*
42. YWCA Canada - *National*
43. YWCA Halifax - *Nouvelle-Écosse*

En tant qu'individus :

1. Dre Brenda Beagan, professeure, École d'ergothérapie, Université Dalhousie

2. Dre Elaine Power, École de kinésiologie et d'études sur la santé et Département d'études des genres, Université Queen's
3. Dre Elizabeth (Mandy) Kay-Raining Bird, professeure, École des sciences et des troubles de la communication, Université Dalhousie
4. Dre Evelyn L. Forget, professeure, Faculté des sciences de la santé, Université du Manitoba
5. Dre Haideh Moghissi, professeure émérite, Université York
6. Dr James P. Mulvale, Faculté de travail social, Université du Manitoba
7. Dre Jennifer Brady, professeure adjointe, Département de nutrition humaine appliquée, Université Mount Saint Vincent, Halifax, Nouvelle-Écosse
8. Dr John Holmes, professeur émérite, Département de géographie et d'urbanisme, Université Queen's
9. Dre Karen Foster, professeure agrégée, Sociologie et anthropologie sociale, Chaire de recherche du Canada (niveau II) en avenir rural durable pour le Canada atlantique, directrice, Centre de recherche sur l'avenir rural, Université Dalhousie
10. Dre Lorna A. Turnbull, professeure, Faculté de droit, Robson Hall, Université du Manitoba
11. Dre Margaret Little, professeure, Études de genre / études politiques, Université Queen's
12. Dre Marguerite Van Die professeure émérite d'histoire et de religion, Université Queen's de Kingston
13. Dre Mary Valentich, professeure émérite, Faculté de travail social, Université de Calgary
14. Dre Patricia Ballamingie, professeure, Département de géographie et d'études environnementales / Institut d'économie politique, Université Carleton
15. Dre Patricia L. Cleave, SLP-Reg, professeure, École des sciences et des troubles de la communication, Université Dalhousie
16. Dre Shauna MacKinnon, professeure agrégée et présidente, Département des études urbaines et du centre-ville, Université de Winnipeg
17. Dre Tracy Smith-Carrier, King's University College à Western University
18. Dr Wayne Lewchuk, professeur émérite, Université McMaster
19. Dr William H. Cooper, professeur émérite, Smith School of Business, Université Queen's
20. Andrea Loken, présidente, Unité de négociation des enseignants du District de calcaire OSSTF 27
21. Graham Riches, professeur émérite de travail social, Université de la Colombie-Britannique
22. Jamie Swift, professeur auxiliaire, Smith School of Business, Université Queen's
23. John D. Whyte, professeur émérite, Faculté de droit, Université Queen's et professeur émérite, politique et études internationales, Université de Regina
24. Hugh Tye, directeur exécutif / directeur général, Hamilton Community Legal Clinic / Clinique juridique communautaire de Hamilton
25. Lynn McIntyre MD, professeure émérite des sciences de la santé communautaire, École de médecine Cumming, Université de Calgary
26. Membres, Youth Policy-Makers Hub, Conseil ontarien de coopération internationale
27. Pierre Stevens (retraité), instructeur principal, Département de mathématiques et de statistique, Université Dalhousie
28. Toni Pickard, Faculté de droit de la Reine (à la retraite)
29. Virginia Bartley, Faculté de droit, Université Queen's (à la retraite)

